

BTS MUC

« Economie »

➤ Chapitre D/ L'Ouverture des Economies

Introduction :

Depuis 60 ans les échanges internationaux se sont développés beaucoup plus vite que la création de richesse dans le monde.

Ces échanges internationaux sont enregistrés dans la Balance des Transactions Courantes et donnent lieu à des opérations de Change de monnaie. Les taux de change sont devenus des variables importantes qui influencent l'échange et la décision des agents économiques.

1/ La Mesure des Echanges Internationaux

a) Le taux d'ouverture

Il représente le poids des échanges d'un pays avec l'extérieur par rapport à son PIB

Taux d'ouverture = $(\text{Export} + \text{Import}) \times \frac{1}{2} \times 100 / \text{PIB}$

Exemple pour un pays donné :

- Volume des exportations = 400
- Volume des Importation = 200
- PIB = 500

⇒ **Taux d'ouverture = $(400+200) \times \frac{1}{2} \times 100 = 300 \times 100 = 3000 / 500 = 60 \%$**

b/ Les principaux agrégats économiques

➤ Le Produit intérieur brut

Le **produit intérieur brut (PIB)** est l'un des agrégats majeurs des comptes nationaux.

Il représente la production de richesses économiques : biens et services marchands et non marchands (Administrations publiques : sécurité, justice, santé, enseignement) réalisés par les agents économiques résidant sur le territoire (métropole et départements d'outre mer) quelle que soit leur nationalité durant une année

Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées des agents économiques résidents, calculée aux prix du marché, à laquelle on ajoute la part de la valeur ajoutée récupérée par l'État (taxe sur la valeur ajoutée et droits de douane) et de laquelle on soustrait les subventions ;

$$PIB = \text{Somme des valeurs ajoutées} + TVA + \text{Droits et taxes sur les importations} - \text{Subventions sur les produits}$$

➤ Le Produit intérieur brut par habitant

Le PIB par habitant mesure le niveau de vie et — de façon approximative — celui du pouvoir d'achat car n'est pas prise en compte de façon dynamique l'incidence de l'évolution du niveau général des prix.

❖ Les limites du PIB

D'une part le PIB ne prend pas en compte la production de biens et services hors de l'économie de marché : telle que les **activités domestiques** (travaux ménagers), **le bénévolat**, **le troc** et **l'économie souterraine**.

De plus, la notion de PIB fait l'objet de contestations :

- le PIB comme indicateur de production de richesse ne considère qu'une partie de la valeur créée par l'activité économique² et de plus qu'une valeur déterminée de façon comptable.

Des coûts sociaux et environnementaux non comptabilisés. Le PIB ne comptabilise pas certaines externalités négatives comme la pollution, les maladies ou les catastrophes naturelles

- Les défenseurs de l'environnement et du développement durable critiquent le produit intérieur brut comme mesure de la « production de richesse » : bien que la production économique consomme en partie le capital naturel, le PIB ne tient pas compte des effets de cette consommation.

➤ Le Taux de croissance

Le PIB reflète donc l'activité économique interne d'un pays et la variation du PIB d'une période à l'autre est censée mesurer son taux de croissance économique.

➤ Un Indicateur « non économique » mais de « bien être » : L'Indicateur de Développement humain (IDH)

A l'appui des autres indicateurs économiques orientés sur le volume de richesse, il prend en compte les effets de la croissance et leur impact sur la société à travers la notion de développement ;

Le développement résulte de la **transformation des structures** qui accompagnent la croissance. Ce n'est donc pas uniquement un phénomène quantitatif (accroissement de la richesse) mais qualitatif, à savoir un processus par lequel une société parvient à couvrir des besoins qu'elle juge fondamentaux : l'alimentation, le logement, les soins, l'éducation.

Cet indicateur composite, représentatif des objectifs globaux du développement humain, s'appuie sur deux pôles :

- 1 L'amélioration du revenu
- 2 La jouissance d'une vie longue (espérance de vie), une bonne santé (soins) et l'accès à l'éducation

L'IDH est compris entre 0 et 1. Plus il est proche de 1, meilleur est son développement.

- ✚ Il existe d'autres indicateurs dérivés de l'IDH, tels que l'**ISDH**, l'indicateur Sexospécifique de Développement Humain (il compare à partir des mêmes variables que l'IDH, les différences entre homme et femmes) ainsi que l'**IPH**, l'Indicateur de Pauvreté Humaine, calculés aussi bien pour les pays en développement que les pays développés.

2) La balance des transactions courantes

a) Définition de la Balance des Transactions courantes

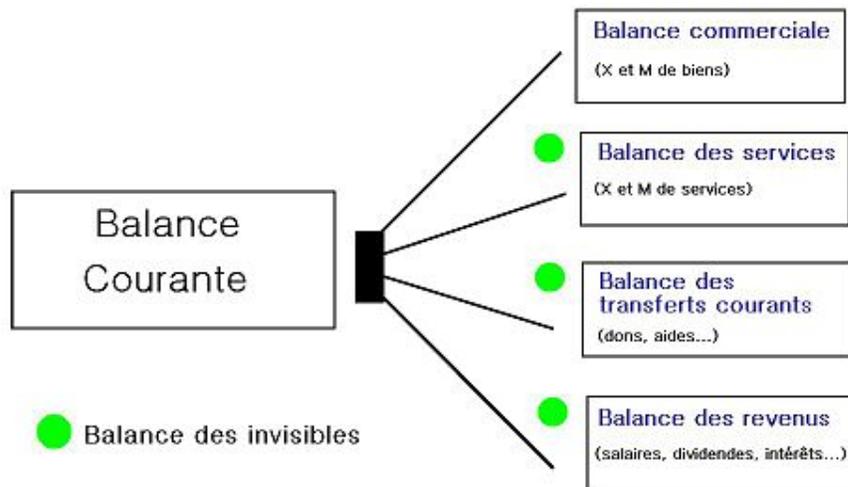
La balance courante est le solde des flux monétaires d'un pays résultant des échanges internationaux de biens et services (balance commerciale), revenus et transferts courants.

Cette balance enregistre les flux entre résidents et non résidents en 4 catégories :

- **Les flux de biens** (exportations-importations de biens)
- **Les flux des services** (exportations-importations de Services -tourisme, Transport, services financiers, d'assurances)
- **Flux des revenus salaires versés à des non résidents** (saisonniers, frontaliers..)
- **Flux des transferts courants** : transferts des Administrations, transferts de fonds des travailleurs étrangers

On parle aussi de balance des opérations courantes, de balance des transactions courantes, de balance des paiements courants ou encore de solde des opérations courantes. Le compte associé est le compte des opérations courantes ou compte courant.

C'est une partie de la balance des paiements qui regroupe l'ensemble des opérations réalisées entre un résident et un non résident dans une période donnée (le mois, le trimestre ou l'année).



La balance commerciale est la différence, en termes de valeur monétaire, entre les exportations et les importations de biens ou de biens et services (dépend du pays) dans une économie sur une période donnée. On parle aussi de solde commercial.

b) Interprétation des Soldes

Un solde excédentaire de la balance des transactions courantes signifie que le pays dépense moins qu'il ne gagne du fait de ses échanges grâce à sa compétitivité vis-à-vis de l'extérieur. Ce pays dégage une capacité de financement.

Inversement, un pays dont la balance des transactions courantes est déficitaire dépense plus qu'il ne gagne : « il vit au dessus de ses moyens du fait de son manque de compétitivité. Ceci génère un besoin de financement qu'il faudra combler par l'emprunt ou par une ponction sur les réserves de change

Les limites d'Interprétation des Soldes

Traditionnellement, on considère qu'une balance courante positive permet au pays de rembourser sa dette ou de prêter à d'autres pays. Une balance négative (= *un déficit courant*) doit être compensée en contractant des emprunts auprès d'agents extérieurs ou en liquidant des actifs extérieurs. Mais cette approche est un peu simpliste, la relation de cause à effet entre les exportations et l'épargne pouvant être dans l'autre sens.

Une balance courante positive indique que le pays est investisseur net à l'étranger, tandis qu'une balance négative indique que l'étranger est investisseur net dans le pays.

On pourra remarquer que chacun des deux membres de l'égalité peut être la cause de l'autre. Ainsi, lorsque la balance courante est positive, cela signifie que l'on est dans l'une des deux situations (très différentes) suivantes :

- **Soit les exportations nettes ont permis de dégager des ressources que l'on a épargnées.**
- **Soit l'épargne nationale nette (prêtée aux étrangers) a fourni aux étrangers des ressources leur permettant d'acheter nos biens et services et a donc suscité chez nous des exportations nettes.**

La balance courante permet de dresser un bilan, mais n'indique absolument rien quant aux causes des phénomènes observés.

On pourra même remarquer que si la deuxième situation est plus fréquente que la première, c'est-à-dire lorsque l'épargne commande aux exportations de biens et services, alors, contrairement à une idée reçue, les cours relatifs des monnaies n'ont pas la moindre incidence sur les volumes des échanges internationaux de biens et services.

3/ La France dans le commerce Mondial

a) Les spécificités de la France

La France est une nation ouverte avec taux d'ouverture de 44 %, elle est de ce fait très dépendante de la santé économique de ses partenaires.

Le commerce extérieur de la France est déficitaire puis 2004 : les échanges de produits de consommation, de produits industriels et d'énergie sont lourdement déficitaires .

Seuls l'agroalimentaire et le Tourisme sont excédentaires car la France y bénéficie d'un avantage comparatif.

La France échange majoritairement avec ses partenaires de l'Union Européenne (UE) , il s'agit là du Commerce intra-zone particulièrement développé dans l'UE.

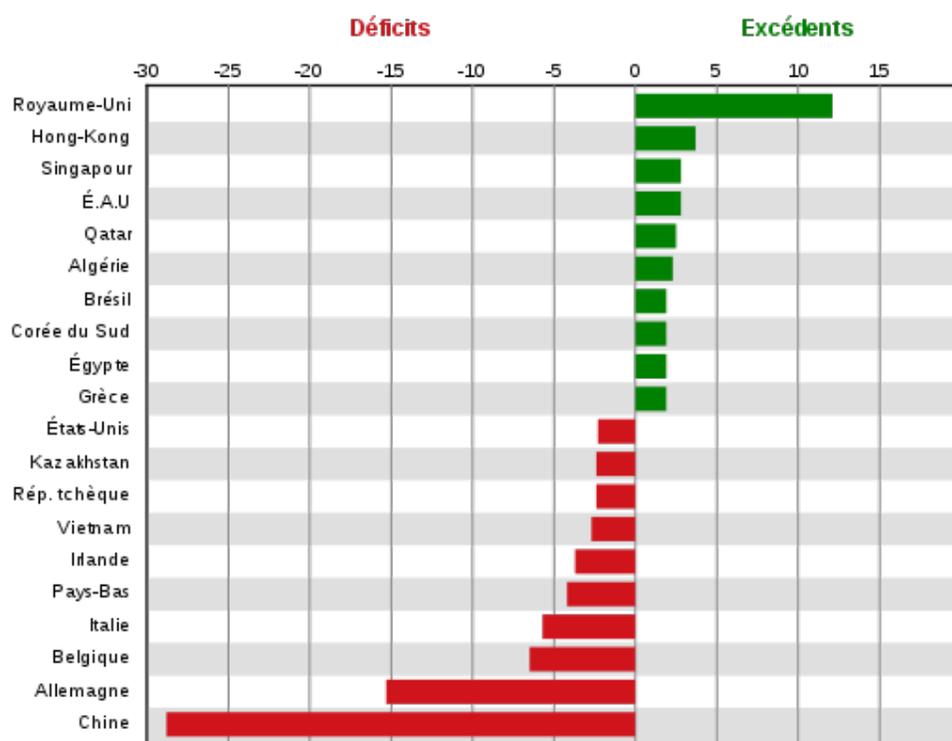
b) Les Échanges extérieurs de biens et services

Pour 2007 le déficit cumulé de la balance commerciale des biens et services s'établit à près de 38 milliards d'euros. Le creusement de déficit est dû à la hausse du prix du pétrole des années 2000, au

niveau élevé du taux de change effectif de l'euro, et au manque de compétitivité et d'adaptivité des entreprises.

Les exportations augmentent toujours, en raison de la forte hausse de la consommation mondiale, mais moins vite que les importations.

En 2008, comme depuis très longtemps, l'Allemagne est à la fois le principal client et le principal fournisseur de la France ; le solde des échanges extérieurs bilatéraux est très négatif avec la Chine et l'Allemagne (respectivement -22,6 et -18,9 milliards d'euros en 2008), tandis que le solde avec l'Espagne ou le Royaume-Uni est positif. La montée en puissance de l'économie chinoise, servie une monnaie, le yuan, sous-évaluée, a entraîné une augmentation des importations en biens manufacturés.



Principaux excédents et déficits bilatéraux de la France en 2015.

Échanges de biens

La France est une économie de plus en plus ouverte : proportionnellement à son PIB, à la fois les importations et les exportations de biens et services ne cessent de gagner en importance. Ainsi, en 2010, plus de 25 % du PIB était exporté. Toutefois, depuis 2003, la France exporte moins de biens et services qu'elle n'en importe : la balance commerciale est donc déficitaire. En 2015, le déficit pour la balance des biens était de 45,7 milliards d'euros

- **Principaux secteurs excédentaires en 2006 :**

- l'agroalimentaire (+ 8,9 milliards d'euros),
- l'automobile (+ 5,5 milliards d'euros, contre +11,6 en 2003),
- les biens d'équipements (+ 7,4 milliards d'euros).
- industrie pharmaceutique [premier exportateur en Europe) (+ 7 milliard d'euros (chiffre 2009))
- **Principal secteur déficitaire : l'énergie** avec - 45,8 milliards d'euros en 2006 ce qui est le double de 2003.

Voici un tableau officiel des exportations et des importations par secteur selon l'Insee: Principaux partenaires de la France à l'exportation en 2015 (en milliards d'euros)

Pays	2015
 Allemagne	71,0
 Belgique	31,2
 Italie	31,
 Espagne	30.4
 Royaume-Uni	30,4
 États-Unis	27,4
 Pays-Bas	17,5
 Chine (hors Hong-Kong)	16.2
 Suisse	12,9
 Pologne	7.1
 Japon	6,8
 Russie	6,8
 Algérie	6,2
 Turquie	6,0
 Singapour	5.0
 Suède	5,0
 Corée du Sud	5,0
 Hong Kong	4,4
 Brésil	4.3
 Portugal	4,1

c) La situation Economique et le Poids relatif de La France dans l'économie mondiale

En 2016, la France est la 5^e **puissance économique mondiale**, derrière les États-Unis, la Chine, le Japon et l'Allemagne après avoir été brièvement dépassée par le Royaume-Uni en 2014-2015. En

2015, la valeur de son produit intérieur brut (PIB) est de 2 181,1 milliards d'euros (en euros courants).

En 2014, elle se classe au **26^e rang pour le PIB par habitant** en PPA (Parité de pouvoir d'achat), légèrement au-dessus de la moyenne de l'UE qui est 28^e. En classement par PIB en PPA, la France est la 9^e puissance économique¹. Au troisième trimestre 2015, sa dette publique dépasse 2 100 milliards d'euros et représente près de 97 % de son PIB.

L'économie française est principalement une **économie de services** : en 2015, le secteur tertiaire occupait **76,7 % de la population active**, tandis que le secteur primaire (agriculture, pêche, etc.) n'en représentait plus que 2,8 %, et le secteur secondaire (essentiellement l'industrie) 20,5 %.

L'économie française est une économie de plus en plus ouverte, occupant une place importante dans les échanges commerciaux internationaux, **principalement au sein de l'Union européenne**. La France est le 7^e pays pour ses exportations et le 6^e pour ses importations.

En 2006, les exportations représentent 26 % du PIB et les importations 27 %.

La balance commerciale (biens et services) est devenue déficitaire en 2004, et ce déficit s'est accru jusqu'en 2011 avant de décroître légèrement mais de rester important en 2015.

Le taux de chômage est plus élevé que la moyenne des autres pays développés à 9,7 % (10 % en prenant en compte l'Outre-mer) en décembre 2016. Le taux d'emploi (63,8 % en 2006), proche de la moyenne européenne (64,8 %), est plus faible que celui de l'UE-15 (66,2 %), et de la moyenne des pays développés, en particulier pour les séniors, les moins de 30 ans, et les personnes faiblement qualifiées.

Le traitement fiscal avantageux accordé à la R&D permet à la **France de se hisser au 4^e rang mondial pour le nombre de brevets délivrés en 2013** et ainsi d'accroître son attractivité économique.

4/ Le change des monnaies et l'impact des taux de change

a/ Le Marché des Changes

L'échange international induit des opérations de change (il n'y a pas de monnaie commune).

Il faut donc se procurer ou vendre des devises nécessaires au règlement des transactions. Ces opérations de change ont lieu sur le marché des changes, lieu virtuel où se retrouvent offreurs et demandeurs de devises.

b) Les Effets du Taux de Change sur les Echanges internationaux

Les variations du taux de change affectent la Compétitivité Prix d'un pays.

Ainsi, en cas de dépréciation de la monnaie nationale le mécanisme suivant se produit :

Dépréciation -> Baisse du Prix des Exportations -> **Hausse du volume des Exportations**

Hsse du volume des Exportations -> Hausse du Prix des Importations -> **Baisse volume des Importations**

C'est pourquoi, un pays voulant doper sa compétitivité recherchera systématiquement une dépréciation de sa monnaie.

Les variations du taux de change peuvent aussi influencer les décisions en matière de localisation de la production ; c'est ainsi et par exemple qu'il est intéressant de produire en zone dollar quand le dollar est faible.

c) Dépréciation ou dévaluation monétaires : subie ou voulue

Le rapport de change ou la parité d'une monnaie par rapport aux autres monnaies n'est donc pas nécessairement stable dans le temps. Il y a **Dépréciation Monétaire (sur le plan externe) lorsque la valeur de la monnaie diminue par rapport à des monnaies étrangères considérées comme stable ou par rapport à l'or, et on ne parle que Dévaluation que si c'est l'Etat** qui modifie officiellement la parité de la monnaie dans le sens de la baisse

En résumé, le plus souvent la dévaluation (dépréciation) est imposée (**subie**) par un marché qui ne demande plus (ou trop peu une monnaie) mais au contraire s'en défait car il estime défavorablement ses qualités monétaires : réserve de valeurs instables due à une inflation trop forte, rémunération des capitaux peu attractives, balance commerciale déficitaire...

A l'inverse la dépréciation monétaire (dévaluation) peut être au contraire un choix stratégique offensif (**voulu**) permettant un effet d'accroissement de la demande externe (exportations).

L'exemple ci après démontre ce mécanisme :

Si un véhicule Français de marque Renault vaut 22 000 Euros avec un taux de change de 2 Euros pour 1 \$.

Elle coûte 11 000 \$ sur la marché Américain ($22\ 000/2$)

Une dévaluation du cours de l'euro de 10 % par rapport au dollar portant la monnaie américaine à 2.20 Euros réduirait mécaniquement le prix du véhicule Renault à $22\ 000/2.20 = 10\ 000$ \$ ce qui rendrait ce véhicule plus attractif que ces concurrents

